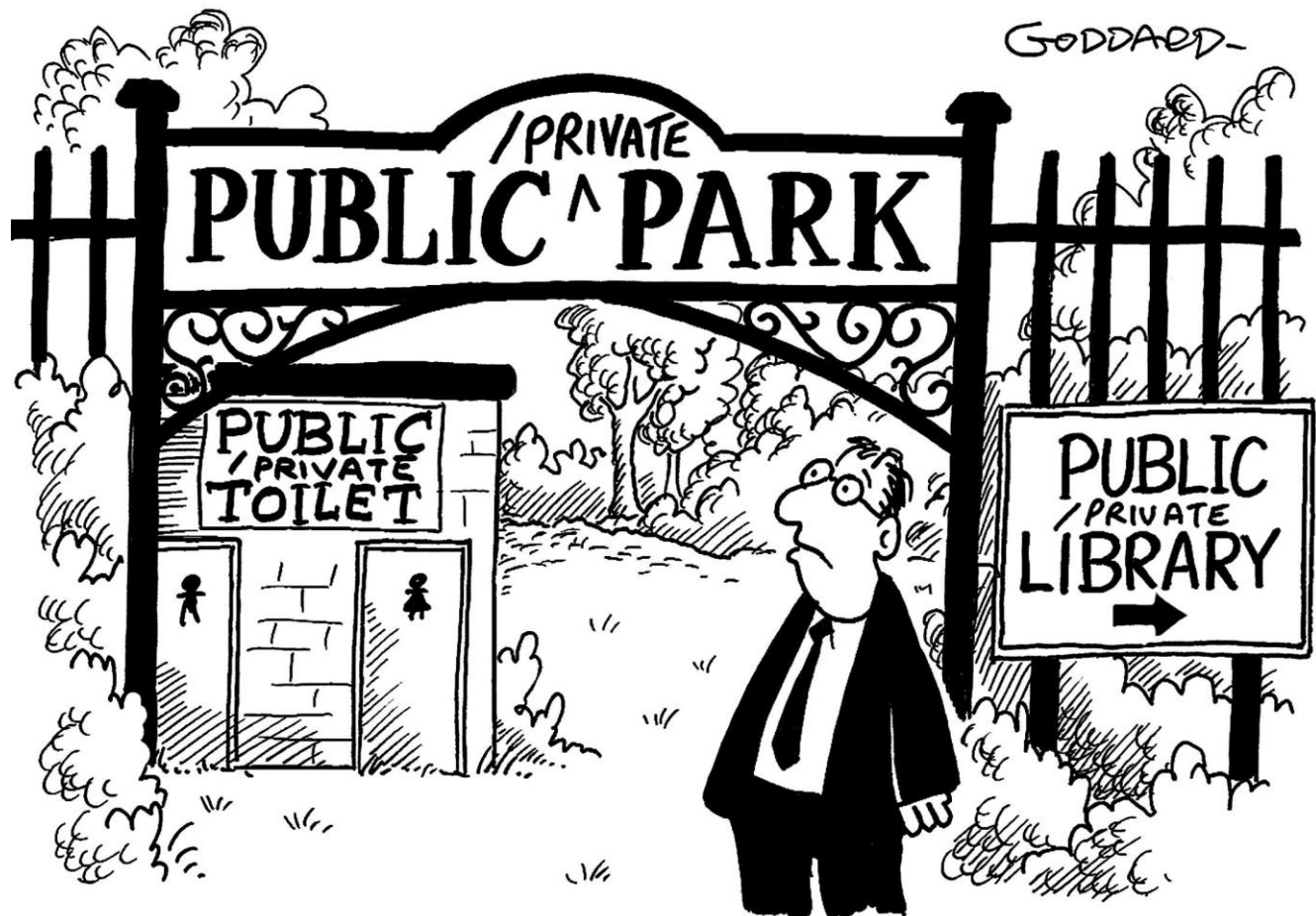




Privatisation par l'ISP - mise à jour : 25 juillet 2016

[Abonnez-vous](#) pour recevoir le bulletin bimensuel de l'ISP, consultez-le [en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)



©PSI/Goddard

Le 18 juillet, l'Internationale des Services Publics a publié une [étude sur les PPP \(Partenariats public-privé\)](#) qui a suscité de fortes inquiétudes quant aux mécanismes très controversés de financement et se présente comme une mise en garde sérieuse à l'intention des représentants qui se rencontrent cette semaine dans le cadre de la [14e conférence de la CNUCED](#). Ce document de recherche intitulé « [PPPs and the SDG - Don't believe the hype](#) » (Les PPP et les objectifs de développement durable : attention au battage médiatique) révèle que les PPP contribuent souvent à une diminution de la transparence et de la fiabilité, à une augmentation des mesures incitatives de corruption et n'attirent pas de nouveaux capitaux en quantités significatives.

---

L'ISP salue [une résolution historique du Conseil des droits de l'homme de l'ONU](#) qui entend réglementer les prestataires d'éducation et investir dans l'enseignement public. Cette résolution exhorte tous les états à « corriger toute incidence négative de la commercialisation de l'éducation, » et à mettre en place un « cadre réglementaire » afin de réglementer et superviser les prestataires d'éducation, en demandant des comptes à ceux dont les pratiques entravent la jouissance du droit à l'éducation et en soutenant les activités de recherche. »

Sylvain Aubry, de l'Initiative mondiale pour les droits économiques, sociaux et culturels, s'est exprimé ainsi : « Dans certains pays, notamment dans le Sud, la part de l'éducation privée a parfois été multipliée par 10 au cours de ces dix dernières années, avec des chaînes commerciales d'écoles privées à but lucratif qui ont bourgeonné du Kenya au Ghana, en passant par les Philippines. Cette résolution constitue une avancée majeure, car elle reconnaît sans aucune ambiguïté que la commercialisation de l'éducation soulève des préoccupations graves en termes de droits humains qui doivent être traitées de toute urgence. »

---

[Le Comité de coordination des associations et syndicats internationaux du personnel du système des Nations Unies \(CCASIP\)](#), qui représente plus de 60 000 membres du personnel dans le monde, s'insurge contre les plans visant à privatiser la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies de 53 milliards de dollars, « qui garantit la survie économique des retraités. » Ce fond étudie une proposition selon laquelle elle sortirait certains de ses actifs pour les investir dans des banques sur Wall Street et des fonds spéculatifs.

---

La Banque Mondiale a publié une série d'articles [cherchant à confronter à la fois les défenseurs et les détracteurs des « partenariats public-privé, »](#) affirmant pour cela que les données peuvent détruire un grand nombre de « mythes » sur les PPP, demandant à obtenir plus de « données post-transactions » afin d'augmenter la transparence et le soutien, et prônant une diffusion plus importante et davantage de données libres.

## **Afrique et pays arabes**

**Botswana :** [Le gouvernement a intensifié ses efforts de privatisation](#), et déplacé l'Agence d'évaluation et de privatisation des entreprises publiques (PEEPA) dans les bureaux du président. Les services de sécurité, de nettoyage, les paysagistes et les jardiniers ont été sous-traités.

**Ghana :** Le Syndicat des travailleurs/euses des services publics de distribution (PUWU) appelle les Ghanéens [à s'unir et s'opposer à l'octroi d'un bail de 25 ans de la Compagnie électrique nationale du Ghana](#) (ECG) à une entité étrangère. « Des milliers de travailleurs perdraient leur emploi et l'accès à l'électricité dans les milieux ruraux serait condamné. M. Ato Kwamina Bondzi-Quaye, Secrétaire Général, a affirmé que le syndicat trouvait navrant que le Ghana se voie contraint d'accorder un bail d'électricité pour une subvention de 490 millions de dollars US. » Lors de la 11e conférence quadriennale à Kumasi, il a accusé la Millennium Development Authority (MiDA), l'instance chargée de faire appliquer la décision, de tromper la population par des mensonges, des demi-vérités et la déformation de la réalité. »

**République de Maurice :** Les travailleurs sociaux et syndicalistes [lancent une campagne visant à suspendre la privatisation de l'Autorité centrale de l'eau \(CWA\)](#). Jane Ragoo, présidente de la Confédération des travailleurs, affirme que « l'eau constitue un droit humain et la CWA peut finir dans les mains du secteur privé d'un jour à

l'autre. » **Elle a condamné l'emploi trompeur du terme « partenariat stratégique » pour signifier la privatisation. »**

**Nigéria** : Le syndicat nigérian AUPCTRE lance plusieurs campagnes contre la privatisation de l'eau dans les états du Delta, de Benue, Bauchi, Rivers, Imo et Anambra, sérieusement impliqués dans la privatisation de leurs agences de distribution de l'eau.

**Nigéria** : [4 000 partisans](#) de la région administrative du nord à Akure dans l'État d'Ondo auraient **mis fin aux politiques de privatisation** du Congrès des progressistes (APC). « Représenté par le Commissaire chargé de l'information, M. Kayode Akinmade, Mimiko a annoncé que l'APC envisageait de privatiser les infrastructures d'état mises à disposition par le gouvernement PDP pour combler le fossé entre les riches et les pauvres. Citant les hôpitaux mère-enfant, les méga-écoles et le programme de navettes gratuites comme étant déjà retenus pour la privatisation s'il venait à se faire élire, Mimiko a affirmé que dans ce cas, cela réduirait à néant la raison de leur établissement. »

**Nigéria** : L'administration de l'état d'Oyo [a ordonné la réouverture](#) de certaines écoles d'enseignement secondaire **après un mois de manifestations « d'étudiants lésés protestant contre le projet de privatisation de certaines des écoles** par le gouvernement. » 17 des écoles ayant participé aux manifestations restent néanmoins fermées.

**Rwanda** : Un [nouveau cadre juridique](#) a été mis en place **afin de promouvoir les investissements étrangers sous forme de partenariats public-privé dans les services et infrastructures publics**, notamment concernant les eaux usées et le tourisme. Toutefois, « la réglementation sur les PPP ne s'applique pas aux contrats soumis aux lois régissant les marchés publics, la privatisation ou le désinvestissement dans les entreprises, les actifs et toute infrastructure appartenant au gouvernement. » Le Syndicat du Personnel d'Électricité, Eau, Sanitation et Gaz (SYPELGAZ) poursuit sa lutte contre le renvoi de ses dirigeants et de centaines d'employés suite à la privatisation du système de distribution de l'énergie. Il bénéficie du soutien de l'agence américaine Millennium Development.

**Tanzania** : Le [gouvernement tanzanien a récemment suspendu un projet de production sucrière à 500 millions de dollars à Bagamoyo](#). Ce projet faisait partie d'un partenariat public-privé intitulé Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania (SAGCOT), fondé suite à une initiative du G7 en vue d'améliorer l'agrobusiness en Afrique et en faciliter l'accès pour les investisseurs étrangers.

## Asie-Pacifique

**Australie** : « [La vente de biens publics a créé une situation de monopole non réglementé qui nuit à la productivité et détériore l'économie](#) » affirme Rod Sims, président de la Commission australienne de la concurrence et la consommation (ACCC). D'après M. Sims, la vente de ports et infrastructures électriques ainsi que l'ouverture de l'enseignement professionnel aux entreprises privées ont émué sa confiance et celle du public dans la privatisation et la dérégularisation. « J'ai fait partie des fervents défenseurs de la privatisation pendant presque 30 ans. Je suis convaincu qu'elle permet de renforcer l'efficacité économique. Pourtant, aujourd'hui j'en suis presque à m'y opposer, parce qu'elle est utilisée pour augmenter les recettes, les ventes d'actifs et je le déplore, car cela nuit à notre économie, » a déclaré M. Sims.

**Australie** : La décision largement saluée du parti travailliste d'opposition de souligner **les dangers liés à une possible privatisation du système d'assurance santé universelle australien Medicare** pourrait bien servir l'intérêt futur à l'avenir. L'*Australian Financial Review* aussi affirme que la privatisation est « **une question**

**totémique dans la campagne des élections 2016 »** et pourrait s'avérer un « **no man's land politique toxique** » pour les années à venir. [15 juillet 2016]

**Australie** : Un [nouveau rapport](#) commandé par le Syndicat des gardiens de prison d'Australie occidentale (WAPOU) et rédigé par l'[University of Sydney Business School](#) révèle que les preuves sont insuffisantes pour soutenir les allégations en faveur de la privatisation des prisons et recommande « **l'arrêt des privatisations tant que les informations ne permettront pas aux décisionnaires et au public d'évaluer correctement l'impact de la privatisation sur le secteur.** »

Le rapport étudie la nature particulière de la privatisation des prisons dans les états et la nature diversifiée de leur fiabilité, leur coût, leur efficacité et leurs performances. Bien qu'il n'existe pas de schéma unique qui décrive l'expérience de tous les états quant à ces catégories, les preuves d'amélioration des performances et de gain d'efficacité s'avèrent inégales et opaques. Les systèmes de fiabilité varient de façon significative, les rapports publics sont minces, et le coût total des prisons privées n'est toujours pas connu.

**Pakistan** : Le gouvernement a bénéficié d'un prêt de la Banque asiatique de développement de 200 millions de dollars US pour son « **Programme de réforme des entreprises du secteur public,** » notamment un « composant de gestion du secteur public ». « Ce projet verra la mise en œuvre d'un [programme complet et solide de privatisation et de restructuration](#), » notamment « la mise en place d'un cadre de conditionnalité appliqué aux transferts fiscaux vers les entreprises du secteur public. » La BASD affirme que le projet ne recèle « aucune perspective de genre ».

**Sri Lanka** : Un prêt du FMI d'1,5 milliard de dollars US devrait encourager la privatisation et ouvrir la voie à des **réformes structurelles plus profondes.** » BMI View signale « qu'une série de réformes et privatisations permettra au Sri Lanka de réduire progressivement ses découverts en allégeant les dépenses publiques occasionnées pour soutenir les grandes entreprises publiques. » [*Business Monitor Online*, 14 juillet 2016]

**Vietnam** : Le Ministère de la Santé a ordonné une **surveillance plus étroite des services privatisés dans les hôpitaux.** « L'ordre survient suite à certains cas récemment signalés, dans lesquels les infrastructures médicales choisissaient les prestataires médicaux et leur octroyaient certains privilèges. Les services, tels que la sécurité, le transport des patients, la cantine et le traitement des déchets médicaux solides, outre la préservation des corps et l'organisation funéraire, [ont visiblement affecté le prestige des médecins et des hôpitaux.](#) »

**Vietnam** : La province de Dương [invite les investisseurs privés à construire des écoles](#) pour tenter d'enrayer le manque cruel de classes pour les nouveaux étudiants. La province a fait face à « **une nette augmentation du nombre d'étudiants chaque année en raison de la vague de travailleurs immigrés.** » Dương Le Nhat Nam, directeur adjoint du Département d'éducation et formation de Binh Dương, affirme que « le problème le plus important auquel nous devons faire face tient dans l'épuisement du fond pour l'éducation alors que le nombre d'étudiants atteint des sommets dans certaines localités. »

## **Interamériques**

**Argentine** : [Les travailleurs des coopératives bloquent la circulation à Buenos Aires pour protester contre la « mise en péril et la privatisation » du recyclage des déchets.](#) Sergion Sanchez, président de la Fédération argentine des recycleurs et Cartoneros (FACyR) a indiqué que le syndicat entendait demander un entretien avec le Ministère de l'Environnement afin de réclamer **l'intégration des travailleurs non déclarés « et demander à ce que les coopératives continuent de fonctionner de la même manière.** »

**Brésil** : La [Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation \(CLADE\)](#) a lancé un [Manifeste contre les propositions du gouvernement provisoire brésilien qui coupe les ressources en matière de santé et d'éducation](#) « appelant à la totalité de la communauté éducative et aux activistes en faveur des droits à l'éducation de crier haut et fort leur opposition à la proposition PEC 241 présentée par le président intérimaire brésilien, Michel Temer, devant le Congrès national en juin. L'amendement proposé à la Constitution fédérale (PEC, son acronyme portugais) définit un plafond des dépenses publiques à différents niveaux de l'administration, invoquant la nécessité de créer un nouveau régime d'imposition afin de répondre à la crise financière actuelle.

**Canada** : Les alliés au sein des collectivités locales et parmi les travailleurs dans tout l'Ontario se sont rendus à Waterloo [afin d'exprimer leur solidarité avec les concierges, les jardiniers et les gens de métiers de l'Université Wilfrid Laurier \(WLU\)](#), poussés à se mettre en grève afin de protéger la stabilité de leurs emplois et garantir la qualité des services proposés sur le campus. **Les membres du SCFP 926 ont été contraints de se mettre en grève le 10 juillet, après des mois de menaces sans précédent et de harcèlement par la WLU, qui insistait pour que ses membres acceptent un contrat qui donnerait « carte blanche » à l'employeur pour supprimer les contrats stables et correctement rémunérés pour les remplacer par des prestataires précaires et mal rémunérés.** »

**Canada** : [Le Syndicat canadien de la fonction publique s'inquiète de la réduction des heures assurées par les auxiliaires scolaires](#) qui résulte du manque de financement des écoles. « **Les auxiliaires scolaires font partie intégrante de l'équipe enseignante**, affirme **Karla Sastaunik, présidente de la section locale 4784 du SCFP**. « Nous sommes convaincus que les heures que nous assurons font une vraie différence auprès des étudiants et permettent un environnement de qualité propice à l'apprentissage. La réduction de ces heures s'en ressentira dans les classes et c'est à déplorer. »

**Honduras** : [Assassinat de Lesbia Yaneth, activiste opposée à la privatisation](#). « Lesbia Yaneth **défendait avec ferveur les droits communs et était ardemment opposée à l'octroi de concessions et à la privatisation des rivières de La Paz**, » c'est ainsi que le Conseil Civique des Organisations Populaires et Indigènes du Honduras a annoncé l'assassinat de l'activiste. Le groupe affirme que la mort de Lesbia « confirme l'intention de faire disparaître les défenseurs des biens communs de la nature. » L'assassinat a [suscité une vague de colère dans la communauté internationale](#).

**Mexique** : [Un mouvement anti-privatisation a éclaté](#) Le combat du syndicat des enseignants d'Oaxaca a, selon *Labor Notes*, « explosé pour prendre la forme d'un mouvement populaire **contre la privatisation de l'éducation publique et du secteur public dans son ensemble**. (...) La réforme de l'éducation a été introduite sous la forme d'un ensemble de 11 ajustements structurels (rétribution des prêts non remboursés au fond Monétaire International (FMI)) créés par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et la Banque mondiale. **Ces changements visent à ouvrir les services publics (santé et énergie notamment) aux investissements privés.** »

**Mexique** : Des travailleurs manifestent devant le Congrès de Morelos **en protestation contre la privatisation de l'Institut de crédit pour la fonction publique**. [*Mural*, 15 juillet 2016]

**États-Unis** : Donald Cohen de l'organisation In the public interest, met en garde contre « **les forces du marché qui détruisent les districts scolaires dans tout le pays**, » et anéantit la rhétorique de « choix » utilisée par l'industrie des écoles sous contrat à but lucratif pour dissimuler ses intérêts commerciaux. « Le verbiage utilisé quant au « choix des écoles » [ne fait qu'occulter la véritable question](#). [Qui souhaitons-nous voir aux commandes de l'éducation publique ?](#) »

**États-Unis** : Le *New York Times* publie une série d'articles sur le rôle des capitaux privés et fonds spéculatifs dans [l'érosion de la qualité des services publics](#), dans l'influence politique à tout va, de la rédaction législative à la planification des infrastructures, services municipaux et dans la [définition du rôle du gouvernement](#).

## **Europe**

Les [syndicats du secteur public pressent les Membres du Parlement Européen de rejeter le nouveau Système Juridictionnel des Investissements](#). Ils mettent en garde contre le nouveau système qui pourrait exposer les gouvernements à des actions en justice qui leur coûteraient des milliards de dollars. L'ISP a transmis des exemplaires de l'article [Système Juridictionnel des Investissements \(SJI\) : Le loup dans la bergerie](#) à tous les membres du Parlement Européen, les exhortant à rejeter la « nouvelle refonte européenne des entreprises ».

« Le nouveau système juridictionnel des investissements proposé par la Communauté Européenne octroie aux multinationales étrangères **le droit de poursuivre les gouvernements s'ils prennent des décisions démocratiques dans l'intérêt public** », précise Rosa Pavanelli, Secrétaire Générale de l'ISP. « **Pourquoi les corporations étrangères bénéficieraient-elles de droits que l'on refuse à nos entreprises et travailleurs locaux ?** Le fait d'autoriser les corporations les plus influentes de la planète à voler l'argent des contribuables provoquerait une intensification de l'austérité et des coupes budgétaires du côté des services publics » ajoute-t-elle.

**Allemagne** : [Victoire pour les travailleurs de la fonction publique dont les entités publiques sont victimes de la privatisation](#). Un tribunal de l'Union Européenne a jugé que la Commission Européenne n'était pas parvenue à prouver que la contribution de l'Allemagne au plan de retraite de la Deutsche Post constituait une aide publique illégale. Elle devra donc être remboursée. « La Deutsche Post, **créée en 1995 suite à la privatisation des services postaux allemands**, a conservé les anciens fonctionnaires et contribué à leur plan de retraite. Le gouvernement a toutefois lui aussi apporté sa contribution. »

**Irlande** : Le Conseil régional de Sligo **rejette la proposition de faire revenir les services de traitement des déchets dans le secteur public**. « Le conseiller O'Boyle a proposé une motion « la lumière des difficultés associées au dépôt illégal et à l'augmentation rapide des taxes sur les poubelles. Ce n'est qu'une histoire de profit. Rien n'est fait pour protéger l'environnement ou le personnel, affirme-t-il. » Le conseiller Bree ajoute : « **S'il fallait prouver que la privatisation d'un service public mène au profit et à l'augmentation des prix, en voici un exemple.** » Le conseiller Healy constate quant à lui que « **Nous avons un meilleur contrôle de la situation à l'époque où l'autorité locale était en charge de ce service.** » [Sligo Champion, 12 juillet 2016]

**Espagne** : L'Union générale des travailleurs (UGT) s'insurge contre **l'externalisation de la prise en charge psychiatrique de l'hôpital Tajo**, qu'elle considère comme une nouvelle privatisation de la prise en charge des maladies mentales dans la communauté madrilène. Dans une déclaration, le syndicat affirme que l'octroi d'infrastructures publiques et de financements issus des impôts à des entités tierces privées est intolérable. Il exige **l'arrêt immédiat du processus d'appel d'offre et de marché public direct** des professionnels de santé. [Europa Press, 16 juillet 2016]

**Espagne** : La « recapitalisation humaine, sociale et matérielle » de [l'entreprise publique de gestion des déchets municipaux Saneamientos de Cordou \(Sadeco\)](#) progresse rapidement. Pedro Garcia, président de cette

entreprise, affirme que **la recapitalisation est nécessaire pour « dissiper la menace de privatisation laissée par l'administration municipale[PP] précédente. »**

**Espagne** : La ville de Roquetas de Mar présente une motion par You Decide, qui invite à suivre la tendance globale de nombreuses villes qui [reprennent le contrôle de leurs systèmes de distribution de l'eau](#), **même après des années passées à défendre la privatisation.** « La proposition comprend l'adhésion de Roquetas à un réseau de municipalités impliquées dans cette question et un pacte social pour l'eau. L'initiative bénéficie du soutien du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et de la Gauche Unie (IU) qui ont approuvé cet engagement à reprendre les rênes de la gestion municipale de l'eau. »

**Royaume-Uni** : [Le projet de privatisation de la poste d'East Kilbride en Écosse refait surface 18 mois seulement après avoir été enterré.](#) « Stupéfaits, les membres du **Syndicat des ouvriers de la communication (CWU)** affirment que l'accord de franchise mènerait à une réduction des services à la clientèle et de la rémunération du personnel, ainsi qu'un appauvrissement des conditions de travail, sans compter les licenciements. La dernière lutte visant à empêcher la poste principale d'East Kilbride de passer sous franchise, à la une depuis plus de deux ans et qui bénéficiait du soutien de la population, va devoir se jouer à nouveau. Les discussions sur les votes en faveur d'une grève sont déjà lancées et **Andy Furey, représentant national du CWU**, alerte sur le risque sérieux qu'East Kilbride perde tout simplement la jouissance de ce service.

**Royaume-Uni** : [UNISON, le syndicat de la fonction publique](#), signale que les coupes budgétaires nuisent à la prise en charge des personnes âgées. « **Plusieurs décennies de sous-financement, de privatisation ajoutées aux coupes budgétaires décidées par le gouvernement ces dernières années** ont provoqué une crise du financement de la prise en charge sociale. Il est de plus en plus difficile pour les travailleurs d'offrir aux personnes âgées la qualité de prise en charge qu'ils méritent. (...) La campagne Save Care Now orchestrée par UNISON a révélé les pressions auxquelles sont soumis les travailleurs dans les situations de soins à domicile. Ils sont notamment **contraints de limiter les visites à 15 minutes, de signer des contrats « zéro heure » et ne sont même pas rémunérés à hauteur du revenu minimum national.** Avec les menaces de nouvelles coupes dans les dépenses des services publics, les conditions de travail des travailleurs sociaux sont mises en péril et doivent être protégées. »

*L'Internationale des Services Publics est une fédération syndicale mondiale qui représente 20 millions de travailleurs et travailleuses fournissant des services publics essentiels dans 150 pays L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.*